

Turquie-UE/Diplomatie

Erdogan menace de laisser passer les migrants vers l'Europe

AFP  
Istanbul/Turquie

**Le président turc réagit ainsi au vote du Parlement européen demandant le gel des négociations d'adhésion de l'Ankara à l'Union.**

LE président Recep Tayyip Erdogan a menacé hier d'ouvrir les frontières de la Turquie pour laisser passer les migrants vers l'Europe, et répété qu'il était prêt à valider un rétablissement de la peine de mort, malgré les avertissements de Bruxelles.

Au lendemain d'un vote du Parlement européen demandant le gel des négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE, M. Erdogan a haussé le ton en agitant le spectre d'un nouveau flux de migrants débarquant sur les côtes européennes et en balayant les avertissements de Bruxelles au sujet d'un éventuel rétablissement de la peine capitale.

L'Allemagne a répliqué en affirmant que "menacer" le pacte UE-Turquie sur les migrants "n'avance à rien". La France a déclaré que "les surenchères et polémiques sont tout à fait

contre-productives". Les déclarations de M. Erdogan surviennent après des semaines d'échanges acerbes entre Ankara et Bruxelles, qui accuse les autorités turques de traquer l'opposition depuis la tentative de coup d'Etat en juillet.

Cette tempête diplomatique fait tanguer un pacte conclu en mars entre le gouvernement turc et l'UE, qui a permis d'assécher le flux de passages clandestins vers l'Europe via les îles grecques en mer Egée. « Lorsque 50 000 migrants se sont amassés au poste-frontière de Kapikule (à la frontière turco-bulgare), vous avez crié à l'aide. Vous avez commencé à vous demander : "Que ferons-nous si la Turquie ouvre ses frontières ?" », a déclaré hier le président Erdogan.

"Écoutez-moi bien. Si vous allez plus loin, ces frontières s'ouvriront, mettez-vous ça dans la tête", a lancé le chef de l'Etat turc lors d'un discours à Istanbul.

Cet avertissement abrupt survient à quelques mois de scrutins majeurs en Europe, dont une élection présidentielle en France et des élections fédérales en Allemagne, deux piliers européens confrontés à la montée des populismes et

où l'arrivée de migrants est un sujet central.

La Grèce a rapidement exprimé son inquiétude. L'instrumentalisation des réfugiés équivaudrait à un "acte d'agression", a déclaré le vice-ministre de la Défense Dimitris Vitsas.

**MESSAGE A "CES MESSIEURS"** • La Commission européenne reste "pleinement engagée à l'application de l'accord UE-Turquie", a réagi son porte-parole, Margaritis Schinas.

En contrepartie de l'accord sur les migrants, Ankara a notamment demandé une exemption des visas Schengen pour ses ressortissants, l'ouverture de nouveaux chapitres du processus d'adhésion et une aide financière pour l'accueil des réfugiés sur son sol.

Mais l'accord sur les visas est embourbé, l'UE reprochant à la Turquie de n'avoir pas rempli tous les critères.

La Turquie, qui abrite quelque 3 millions de réfugiés, essentiellement syriens, accuse par ailleurs les pays européens de ne pas envoyer l'aide financière promise pour leur accueil, ce que Bruxelles dément.



Le président turc Recep Tayyip Erdogan a haussé le ton hier contre l'UE

Très remonté après le vote du Parlement européen, bien qu'il soit non-contraignant, M. Erdogan a répété qu'il promulguerait le rétablissement de la peine capitale abolie en 2004 si les députés le votaient, en dépit des mises en garde des dirigeants européens qui jugent cette mesure incompatible avec une adhésion à l'UE.

En réponse à une foule qui scandait à Istanbul "Nous voulons la peine de mort", M. Erdogan a déclaré : "Lorsque vous la demandez, cela dérange ces messieurs". "Qu'ai-je dit ? Que je validerais cette décision si elle passait par le Parlement", a ajouté le chef de l'Etat turc à Istanbul.

La résolution votée jeudi

par le Parlement européen appelle au "gel provisoire" des négociations d'adhésion de la Turquie, estimant "disproportionnées" les "mesures répressives prises par le gouvernement turc" après le putsch manqué.

En outre, les eurodéputés ont averti que "le rétablissement de la peine capitale" en Turquie "devrait entraîner une suspension officielle du processus d'adhésion".

Après la tentative de coup d'Etat imputée par le pouvoir turc au prédicateur Fethullah Gülen qui vit aux Etats-Unis, plus de 100 000 personnes, notamment des professeurs, militaires et magistrats, ont été arrêtées, limogées ou suspendues.

France/Attentat déjoué dans le pays

Les suspects téléguidés depuis la zone irako-syrienne

AFP  
Paris/France

**Ils devraient être poursuivis notamment "pour participation à une association de malfaiteurs terroristes en vue de la préparation de crimes", a déclaré hier le procureur de Paris, François Molins.**

QUATRE Français et un Marocain soupçonnés d'avoir voulu commettre un attentat le 1er décembre en région parisienne avaient fait "allégeance" au groupe Etat islamique et étaient liés à un "donneur d'ordre dans la zone irako-syrienne", selon les autorités françaises.

L'attentat, "envisagé de longue date", a été déjoué le week-end dernier en France, avec l'arrestation de sept hommes à Strasbourg (est) et Marseille (sud-est), avait annoncé lundi le gouvernement. ("L'Union" du 22 novembre 2016)

Cette révélation a rappelé aux Français la permanence de la menace jihadiste dans un pays frappé par une série d'attentats sans précédent, qui ont fait 238 morts depuis janvier 2015.

"Le démantèlement de ce réseau (...) nous a prémunis contre une attaque de grande

envergure", a souligné hier le président François Hollande. Deux des personnes interpellées à Marseille ont été relâchées dès mardi mais les cinq autres – quatre Français âgés de 35 à 37 ans et un Marocain de 46 ans – ont été présentés hier à la justice en vue d'une inculpation par des juges antiterroristes.

Ils devraient être poursuivis notamment "pour participation à une association de malfaiteurs terroristes en vue de la préparation de crimes", a déclaré hier le procureur de Paris, François Molins, au cours d'une conférence de presse.

Parmi les suspects, seul le Marocain, arrêté à Marseille, avait été signalé pour radicalisation par les autorités portugaises, pays où il résidait, après plusieurs voyages suspects en Europe. Les autres étaient inconnus des services de renseignement, même si deux d'entre eux sont soupçonnés d'avoir voyagé en Syrie en 2015.

Selon François Molins, des "éléments saisis à Strasbourg" par les enquêteurs ont toutefois "permis de découvrir des écrits très clairs d'allégeance à Daech (acronyme arabe de l'Etat islamique) et glorifiant la mort en martyr".

L'EI, contre lequel la France

est engagée en Irak et en Syrie, a revendiqué une grande partie des attentats commis dans le pays et appelle régulièrement ses partisans à en commettre de nouveau.

**DISNEYLAND CIBLE ?** • "Le commando de Strasbourg, mais aussi l'individu interpellé à Marseille, disposaient d'instructions communes (...) communiquées par un donneur d'ordre depuis la zone irako-syrienne par le biais d'applications cryptées", a également indiqué François Molins.

Les hommes de ce réseau étaient "en possession ou en quête d'armes et de financements", "s'apprêtaient à passer à l'acte" et "recherchaient des cibles", a relevé le procureur.

Il a précisé que le passage à l'acte du groupe strasbourgeois était prévu le 1er décembre, "sans que l'on puisse déterminer à ce stade la cible précise choisie".

L'exploitation des téléphones et ordinateurs retrouvés lors des perquisitions a révélé qu'une dizaine de sites en région parisienne avaient fait l'objet de recherches sur internet.

Autant de cibles potentielles, parmi lesquelles le siège de



Le procureur de la République de Paris, François Molins : "Des éléments saisis à Strasbourg ont permis de découvrir des écrits très clairs d'allégeance à Daech."

la police judiciaire à Paris, le marché de Noël des Champs-Élysées, le parc d'attraction Disneyland Paris situé en région parisienne, des terrasses de cafés dans le nord-est de la capitale, une station de métro parisien et plusieurs lieux de cultes.

"On ignore encore s'ils prévoyaient une action unique ou des attaques coordonnées", d'après une source proche de l'enquête.

L'opération qui a conduit au vaste coup de filet du week-end dernier a été montée dans l'urgence après l'interception, le 14 novembre, d'un message entre un membre de l'EI et certains des Français interpellés à Strasbourg qui laissait craindre un

passage à l'acte imminent. Le donneur d'ordre était aussi en contact avec deux autres personnes interpellées le 14 juin, en plein Euro de football. Ces derniers avaient contracté des crédits à la consommation et les enquêteurs les soupçonnent d'avoir pu jouer un rôle de financiers.

En garde à vue, l'un des suspects a reconnu qu'un projet d'attaque était prévu, évoquant le siège de la police judiciaire parisienne, mais aussi celui du renseignement intérieur à Levallois-Perret, au nord-ouest de la capitale. Selon le gouvernement, 17 attentats ont été déjoués depuis le début de l'année en France et sept en 2015.

A travers le monde

• **Brésil/Politique. Démission d'un ministre-clé pour trafic d'influence**

La démission d'un ministre-clé du gouvernement brésilien dénoncé pour trafic d'influence a relancé hier la crise politique au Brésil, le président Michel Temer étant accusé d'avoir exercé des pressions en sa faveur dans une affaire patrimoniale privée.

• **Colombie/Politique. Les Farc pour un candidat unique des pro-paix à la présidentielle de 2018**

Le chef de la guérilla des Farc, Rodrigo Londoño, a proposé hier qu'un candidat représente tous les partisans de la paix à la présidentielle de 2018 en Colombie, au lendemain de la signature d'un accord de fin du conflit armé.

• **Iran/Accident. Au moins 30 morts dans le nord**



Une trentaine de personnes ont été tuées et plus de 70 blessées hier dans une collision entre deux trains dans une région isolée du nord de l'Iran, l'une des plus importantes catastrophes ferroviaires de ces dernières années dans ce pays.

• **Norvège/Justice. L'échec de Snowden**

La Cour suprême norvégienne a débouté hier l'ex-consultant de l'Agence de sécurité américaine (NSA) réfugié en Russie, Edward Snowden, qui espérait obtenir la garantie qu'il ne serait pas extradé vers les Etats-Unis s'il venait recevoir un prix en Norvège.

• **Syrie/Conflit. Avancée de l'armée à Alep**

L'armée syrienne a encore gagné du terrain hier dans la partie rebelle d'Alep, où plus de 30 civils ont été tués la veille dans des bombardements, ajoutant au désespoir des habitants assiégés.

• **Ukraine-Russie/Diplomatie. Le seul regret de l'ex-président Ianoukovitch**

L'ancien président ukrainien Viktor Ianoukovitch, destitué en février 2014 suite au soulèvement pro-occidental du Maïdan, a assuré hier que sa seule erreur était de "n'avoir pas appelé l'armée et introduit la loi martiale" pour mettre fin aux troubles.